

Prise de parole du 18 Octobre 2 018

(Manifestation des retraités à Tarbes)

Encore une fois, nous, les retraités nous sommes dans la rue ! Et la colère monte ! Macron ça suffit !

Non seulement nous n'avons pas été entendus au printemps (mars et juin), mais le gouvernement en remet une couche :

- pas de suppression de la hausse de la CSG,

- menaces sur les pensions de réversion, (quand on sait que 8 sur 10 sont perçues par des femmes qui sont déjà bien mal loties),

- pas d'augmentation des pensions en 2 018.

Mais une augmentation programmée de 0,3% en 2 019 et 2 020 pour une inflation estimée de 2,3 % sur les 12 derniers mois. Une aumône quoi !

Rien qu'en 2 018, nous avons perdu 4% de pouvoir d'achat (1,7% de CSG+2,3% d'inflation), sans compter les diverses impositions fiscales supplémentaires... Je ne reviens pas dessus, vous les avez encore en mémoire. Difficile d'oublier à chaque avis d'imposition.

Et non content de nous « racketter », car c'est bien de cela qu'il s'agit, ce gouvernement nous humilie par ses propos insultants. Voir les commentaires d'Aurore Bergé, députée en Marche, qui ne comprend pas qu'on puisse s'opposer à l'« effort » demandé pour sauver la nation ; et c'est nous les schizophrènes ?...) Le député en Marche des Hautes Pyrénées, monsieur Sempastous, qui nous a reçus lundi, enfin ! pour « prendre acte de nos demandes » ! Une demi-heure d'entretien et la conclusion tombe : je cite : « j'ai entendu le message... «on va regarder ce que l'on peut se permettre... ». Et tant d'autres la liste serait trop longue.

Mais ce n'est pas terminé, avec la réforme annoncée des retraites, les salariés ne cotiseraient que pour eux-mêmes : une vraie mine d'or pour faire des placements juteux, ou tout perdre... Mais qui va payer nos pensions si les caisses de retraite ne sont plus alimentées par les cotisations ? Et de même pour la Sécurité Sociale qui se transforme peu à peu en impôt via la CSG, et où nous n'aurons donc plus notre place au conseil d'administration.

Si l'on en croit les ministres et « experts » divers, les seules dépenses qui doivent être réduites pour sauver l'économie française sont les pensions et les prestations sociales !

Et pourtant, nous tous ici et les 16 millions de retraités que nous sommes avons produit des richesses pendant 40 ans et plus.

Or, l'essentiel de ces richesses a surtout servi à grossir la fortune des plus riches, au détriment de l'investissement et, donc, de l'emploi. Est-ce là leur réalité ? Tout démolir pour augmenter encore les inégalités ?

Ce ne sont pas les retraités qu'il faut taxer, mais ceux qui ont bâti des fortunes sur leur travail !

En manifestant aujourd'hui, nous exigeons :

- La suppression de la hausse de la CSG (à inscrire dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale 2 019).
- La revalorisation de toutes les pensions, et leur indexation sur les salaires (et non sur l'inflation), ainsi que le minimum retraite au SMIC, pour une carrière complète.
- Le maintien des pensions de réversion.
- La prise en charge de la perte d'autonomie à 100% par la SS, et l'ouverture d'un droit universel dans le cadre du service public.